

ment légal et validement élu de la Corée et, n'eût été le veto russe, le pays aurait bientôt été admis aux Nations Unies. En juin 1949, les forces américaines se retirèrent; leur retrait fut confirmé par la Commission des Nations Unies pour la Corée\*, et la République de Corée recouvra ainsi sa pleine et entière souveraineté. Les États-Unis continuèrent néanmoins leur assistance économique à la République de Corée, tant directement que dans le cadre des Nations Unies. Une mission militaire américaine aida à l'instruction de l'armée coréenne et les États-Unis dotèrent cette armée d'armes défensives légères.

Entre temps, derrière le rideau de fer qu'elles avaient dressé le long du 38<sup>e</sup> parallèle, les autorités soviétiques d'occupation se hâtaient de jeter les fondements d'une autre démocratie « populaire ». Un parti communiste bien organisé était mis sur pied et les pouvoirs gouvernementaux lui étaient graduellement conférés. Un groupe nombreux de conseillers militaires soviétiques dirigeaient l'instruction d'une armée nord-coréenne assez considérable, qui fut par la suite dotée d'armes de fabrication russe, comprenant des chars de combat, des avions, des mitrailleuses et des fusils. Le 9 septembre 1948, la « République populaire démocratique de Corée », qui affirmait son autorité sur tout le pays, était proclamée. Plus tard, en décembre 1948, estimant assurée la domination du parti communiste sur la Corée du Nord, l'Union soviétique retirait ses troupes d'occupation.

L'attaque armée du 25 juin 1950 contre la République de Corée a donné à ce pays une importance nouvelle et symbolique. Non seulement la République avait-elle été créée sous les auspices des Nations Unies, mais, en raison de l'aide militaire et économique que lui avaient apportée les États-Unis, la Corée du Sud était considérée par l'opinion mondiale comme la protégée de la nation américaine. L'attaque des armées de la Corée du Nord constituait donc non seulement un défi sérieux aux États-Unis, dont le prestige et les intérêts étaient nettement en jeu, mais aussi une menace grave et directe à la survie des Nations Unies en tant qu'organisme destiné à prévenir la guerre. Il faisait peu de doute que l'attaque contre la Corée du Sud menaçait encore plus sérieusement les Nations Unies que les actes d'agression commis par le Japon et l'Italie dans les années trente n'avaient compromis l'existence de la Société des Nations.

### Résolutions du Conseil de sécurité

Heureusement, l'histoire ne s'est pas répétée et l'on a, cette fois, affronté l'agression avec fermeté. A la demande des États-Unis, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité fut convoquée pour le dimanche après-midi 25 juin. Le Conseil reconnut que l'attaque nord-coréenne portait atteinte à la paix, ordonna la cessation immédiate des hostilités et exigea que les autorités de la Corée du Nord « retirent leurs forces armées sur le 38<sup>e</sup> parallèle. » La résolution fut adoptée par neuf voix affirmatives, la Yougoslavie s'abstenant de voter et l'U.R.S.S. étant absente. Le mardi 27 juin, le Président Truman déclara dans un communiqué: « l'attaque contre la Corée prouve hors de tout doute que le communisme ne se limite plus à la propagande subversive pour conquérir les nations indépendantes, et qu'il recourra maintenant à l'invasion armée et à la guerre. » « Il s'est moqué, ajoutait M. Truman, des ordres donnés par le

\* Au cours de sa troisième session, en décembre 1948, l'Assemblée générale avait reconstitué la Commission temporaire, pour une période indéfinie, à titre de Commission des Nations Unies pour la Corée.